

### *Le budget*

En 1984, mon collègue, le ministre des Finances, a présenté notre plan de renouveau économique. Depuis, nous avons procédé sans dévier à sa mise en oeuvre. Le plan a pour objectifs raisonnables de réduire notre déficit budgétaire, d'empêcher la dette nationale d'augmenter, de supprimer les obstacles qui s'opposent à la croissance économique du Canada et d'encourager les innovations et la compétitivité dans le secteur des entreprises.

Notre plan est efficace. Il y a des faits émanant de diverses qui marquent ses progrès. Quelque 1,6 million de nouveaux emplois ont été créés au Canada depuis cinq ans, dont 85 p. 100 sont des emplois à temps plein et 58 p. 100 sont détenus par des femmes. Le taux de chômage a baissé dans toutes les régions de notre pays depuis septembre 1984. Le chômage des jeunes a diminué, car de plus en plus d'entre eux participent à notre renouveau économique qui est orchestré par des entreprises et des industries progressistes et prospères.

Dans la province clé de l'Ontario, les investissements ont été nombreux et le produit intérieur brut de la province a connu depuis 1985 une importante croissance annuelle de 4,7 p. 100.

Quand les Canadiens se sont débarrassés du gouvernement dépensier aux élections générales de 1984 et ont décidé d'élire à sa place le gouvernement actuel, le gouvernement fédéral libéral dépensait tous les ans pour des programmes 16 milliards de dollars de plus qu'il ne percevait de recettes. Il y avait un énorme déficit de fonctionnement. C'est la façon dont les libéraux gèrent les finances. Ils croyaient pouvoir acheter le bonheur.

Aujourd'hui, au lieu d'un déficit de fonctionnement, nous avons un excédent de fonctionnement. Les recettes dépassent de 9 milliards de dollars les dépenses engagées pour les programmes. Cela constitue un redressement de 25 milliards de dollars en cinq ans. Quand nous sommes arrivés au pouvoir il y a cinq ans et demi, la dette nationale s'élevait à environ 200 milliards de dollars, ce qui représentait près de la moitié du produit intérieur brut de notre pays.

Quand le parti d'en face a pris le pouvoir en 1980, la dette publique était de 85 milliards de dollars. Dans leurs quatre courtes années de règne avant notre arrivée au pouvoir, ils ont augmenté cette dette de 250 p. 100 et l'ont portée à 200 milliards de dollars. La dette est passée de 200 milliards à 350 milliards de dollars, soit une augmentation de 75 p. 100, pendant les cinq années de règne où nous avons été au pouvoir. Pendant cette période, 80 p. 100 de la croissance de la dette nationale est

attribuable aux intérêts composés sur la dette originale de 200 millions de dollars dont nous avons héritée en 1984. Voilà les réalités économiques qui échappent peut-être à l'opposition.

• (1210)

Notre plan contient des mesures visant à rendre les entreprises canadiennes plus compétitives sur un marché de plus en plus mondial. Nous avons déréglementé l'énergie, les secteurs des transports et des services financiers, nous avons privatisé des sociétés d'État et réformé le régime fiscal. Nous avons conclu un accord de libre-échange avec les États-Unis et pris des mesures visant à augmenter les compétences et la polyvalence de notre main-d'oeuvre. Cette année, nous affecterons près de 1,7 milliard de dollars à la création d'emplois et à l'adaptation de la main-d'oeuvre. En même temps, nous nous sommes attaqués aux problèmes financiers de longue date du gouvernement fédéral.

Le déficit annuel a diminué d'environ 9,5 milliards de dollars par rapport à ce qu'il était en 1984-1985. Notre but est de continuer à le réduire et si tout va bien, en 1994-1995, le gouvernement n'aura plus besoin d'emprunter sur le marché financier.

Parlons donc un peu des dépenses du gouvernement. Certains ont laissé entendre que le gouvernement n'avait pas vraiment l'intention de réduire ses dépenses. Lorsque John Turner était ministre fédéral des Finances, les dépenses du gouvernement augmentaient en moyenne de 20,2 p. 100 par an. Même pendant le dernier gouvernement libéral entre 1980 et 1984, les dépenses du gouvernement ont augmenté de 13,5 p. 100. Au cours de ces cinq dernières années et demie, sous le ministre des Finances actuel, l'augmentation de nos dépenses de programmes a été maintenue au-dessous du taux d'inflation, à 3,5 p. 100. Depuis cinq ans, ce sont nos compressions budgétaires qui ont le plus contribué à réduire le déficit.

D'un autre point de vue, au regard de l'ensemble de l'économie, les dépenses ont baissé de 3 p. 100 au cours de cette période. Elles représentaient naguère 19,5 p. 100 du produit intérieur brut. Depuis 1984-1985, elles ne représentent plus que 16,5 p. 100.

Si nous avons adopté les habitudes dépensières des libéraux en 1984, à raison de 19,5 p. 100, nous dépense-rions au cours de la présente année financière 22 milliards de dollars de plus que nous ne le ferons. En cinq ans et demi, le gouvernement actuel a réussi à réduire ses frais d'exploitation. Ainsi, il a réduit de 10 p. 100 ses frais généraux au chapitre de l'éclairage, du chauffage, des salaires, des services de téléphone et des ordinateurs. Je